

SI CE N'EST PAS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, CE N'EST PAS DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le développement économique est soutenu par la poursuite de l'intérêt personnel, de la puissance des entreprises multinationales et des ressources d'institutions comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce. Bien que recevant moins d'appui, les dimensions écologiques mondiales du développement durable bénéficient de l'engagement du [Programme des Nations Unies pour l'environnement](#), ainsi que du PNUD et d'autres agences d'exécution du [Fonds pour l'environnement mondial, bien qu'à une échelle inférieure](#). En préparation de Rio+20, les gouvernements, la société civile et d'autres entités sont en train de déterminer si le renforcement du PNUE sera ou non suffisant pour mieux traiter du volet environnemental – ou s'il convient de créer une agence environnementale mondiale plus solide.

En revanche, le volet social du développement durable apparaît parfois comme le parent pauvre du débat mondial sur la gouvernance. Il n'existe pas d'organisation sociale mondiale, et la création d'une telle organisation n'est pas à l'ordre du jour. Les responsabilités mondiales au niveau du développement social sont réparties entre de nombreux organes des Nations Unies (par exemple l'UNICEF, l'OIT, l'UNESCO, ONU Femmes, l'ECOSOC – et le PNUD) et autres entités, dont les mandats se chevauchent et dont les mécanismes de coordination sont imparfaits.

Le manque d'accent sur le développement social est également reflété par le cloisonnement des systèmes de protection sociale dans de nombreux pays. Les programmes d'assurance sociale (pensions de retraites, assurance-maladie) sont en général distincts des programmes d'assistance sociale (transferts en espèces à des personnes en situation de pauvreté), qui sont de leur côté dissociés de la fourniture des services sociaux (éducation, santé, sécurité publique) ou de base (subventions pour développer des réseaux d'énergie, d'eau et d'assainissement), des projets d'infrastructures de transport, et des programmes liés au marché du travail, ainsi que des activités de protection environnementale et de réduction des risques de catastrophe.

Le développement social est important

La sous-évaluation des dimensions sociales du développement durable peut être néfaste à deux égards. En premier lieu, elle peut

Initiative pour un Socle de protection sociale (SPS) des Nations Unies: vers une protection sociale plus globale

On considère de plus en plus que la protection sociale sous sa forme traditionnelle – assurance et protection sociale distinctes de la fourniture des services sociaux et services de base, de la réglementation du marché du travail, de la réponse aux risques de catastrophe et des politiques climatiques – est trop étroite pour répondre aux défis mondiaux émergents en matière de développement social. L'initiative de [Socle de protection sociale des Nations Unies](#) offre un cadre conceptuel et programmatique en vue de promouvoir une approche plus large de la protection sociale. Elle appelle entre autres à l'intégration des activités d'assurance sociale et d'assistance sociale à :

- La fourniture de services sociaux ciblant les ménages pauvres et vulnérables;
- L'amélioration de l'accès aux services énergétiques, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et à d'autres services de base et sociaux;
- La programmation et les politiques visant à assurer la sécurité alimentaire; et
- Des mesures d'[adaptation de la protection sociale](#) visant à renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables par rapport aux chocs météorologiques et autres chocs, par exemple par le biais d'une assurance-récolte pour les activités de reconstruction d'après-crise menées à bien par les ménages d'agriculteurs vulnérables («reconstruire en mieux»).

dénoter une sous-estimation de l'importance innée de l'égalité sociale, de la justice et de l'inclusion – autant de valeurs qui ont été des vecteurs du progrès humain et sur lesquelles des révolutions se sont jouées. Il existe des [preuves indiscutables](#) du fait que, à des niveaux similaires de développement économique, les sociétés caractérisées par une plus grande égalité font mieux que les sociétés moins égales, sur le plan d'une large gamme d'indicateurs sociaux. En second lieu, les politiques et la programmation qui visent à améliorer la durabilité économique et environnementale – en élevant par exemple les prix de l'énergie – peuvent facilement aller à l'encontre des préoccupations sociales, lorsque celles-ci ne sont pas prises en compte. Cela a très récemment été démontré (2012) au [Nigéria](#), où les protestations sociales ont forcé l'annulation des augmentations du prix des carburants. De même, la tentative du [Kirghizistan](#) de contrarier les impacts d'une forte hausse des prix de l'énergie en 2010 par une assistance sociale accrue en faveur des foyers vulnérables a

été un échec fondamental, menant à une révolte populaire qui a renversé un Président et a contribué à précipiter le affrontements entre les ethnies kirghizes et ouzbèkes. Les politiques cherchant à améliorer la durabilité économique et environnementale sans tenir compte des dimensions sociales pertinentes sont souvent elles-mêmes non durables.

La transition vers le développement durable exige une protection sociale plus efficace

Si les pays développés réduisent drastiquement les émissions de gaz à effet de serre par habitant (comme beaucoup entre eux se sont engagés à faire) et adoptent des modèles de production et de consommation durables, on pourrait voir apparaître de nouveaux défis sociaux. Il pourrait s'agir d'une augmentation du chômage dans les secteurs à forte intensité de carbone, et dans les régions dont les moyens de subsistance économique sont basés sur ces secteurs. Dans les pays en développement, les résidents des régions côtières de faible altitude et des régions sujettes aux sécheresses et aux inondations sont déjà confrontés à des risques croissants liés au climat. La politique traditionnelle et les instruments de programmation – protection sociale, réponses aux catastrophes/urgences, développement régional – et leurs cadres institutionnels cloisonnés peuvent être inadaptés pour répondre à ces défis.

Nouvelles approches du « Sud »

Ces vingt dernières années, de nombreux pays en développement ont bénéficié d'importantes innovations en matière de politique sociale. Associées à des taux élevés de croissance économique, ces innovations ont contribué à réduire la pauvreté – en particulier en Amérique latine, où la diminution des inégalités entre les revenus a amplifié l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté. Les gouvernements (souvent avec l'appui des donateurs) mêlent de plus en plus la protection sociale à la programmation pour la sécurité alimentaire, la création d'emplois, la réduction des risques de catastrophe, la protection environnementale et l'élargissement des services de base. Des approches intégrées alignant développement socio-économique avec la durabilité environnementale et la gestion des risques de catastrophes sont en train d'être adoptées.

Les autres éléments d'approches plus holistiques à la protection sociale peuvent prendre la forme de :

- Un recours plus important aux tarifs de « bloc » ou « minimaux » pour l'énergie, l'eau et d'autres services de base, dans le cadre desquels les niveaux de consommation minimaux sont facturés à des niveaux très faibles (ou à zéro), mais augmentant par la suite. Dans les contextes où les tarifs de connexion au réseau sont élevés, de telles approches peuvent offrir aux ménages pauvres un meilleur accès à ces services, tout en assurant la viabilité financière pour les fournisseurs de service;
- La réduction des tarifs ou l'accroissement des subventions pour les ménages à faible revenu (par exemple, en milieu rural ou logement informel) pour être reliés aux infrastructures de service d'énergie et communaux ;
- L'alignement des dépenses des achats publics (qui représentent entre 10 et 20% du PIB dans la plupart des pays en développement) avec les critères de production

et de consommation durables, en vue de fournir de nouvelles opportunités de génération de revenu et de création d'emploi aux ménages vulnérables; et

- L'accroissement de l'investissement dans la formation et l'éducation aux compétences professionnelles « vertes »

De nouvelles approches dans les pays en développement

- Dans le cadre du programme « **Travailler pour l'eau** » de l'Afrique du Sud, 20.000 personnes sont employées chaque année pour retirer certaines variétés d'arbres et plantes non-endogènes, grandes consommatrices d'eau. Depuis son lancement en 1995, ce programme a permis d'éliminer plus d'un million d'hectares de variétés de plantes, ce qui a permis d'économiser 50 millions de mètres cubes additionnels d'eau par an. La majeure partie de cette eau a été utilisée pour irriguer les champs, réduisant ainsi l'insécurité alimentaire locale. Un grand nombre des bénéficiaires de ce programme sont issus des groupes marginalisés. Le programme vise à assurer parmi ses employés une proportion de 60% de femmes, de 20% de jeunes et de 5% de personnes handicapées.
- Le programme de **Filet de protection productif** en Ethiopie a atteint plus de 8 millions de bénéficiaires dans 300 districts en proie à l'insécurité alimentaire, fournissant de l'argent en espèces et des denrées alimentaires prévisibles en échange de la participation aux travaux d'intérêt public dans des domaines tels que la conservation environnementale, la protection des sources d'eau et le terrassement. Une récente évaluation gouvernementale a montré qu'en plus d'entraîner une augmentation significative du couvert arboré et végétal, ce programme a permis d'accroître l'apport calorique de 19% chez les ménages bénéficiaires. Les exploitations d'élevage des bénéficiaires du programme ont crû 28% plus rapidement que chez les non-bénéficiaires; et près de la moitié des bénéficiaires ont indiqué utiliser davantage les installations sanitaires
- Les 106.000 petites centrales hydroélectriques installées dans le cadre du programme d'**Energie renouvelable pour le développement économique rural** du Sri Lanka ont permis de créer environ 477.000 jours d'emploi. La construction de chacune des mini-centrales hydroélectriques créées en vertu de ce programme a employé de 8 à 11 personnes au niveau local (pendant des périodes allant jusqu'à 18 mois), fournissant de 3.600 à 4.950 jours d'emploi local. Elle a aussi employé de trois à quatre personnes pour la maintenance, créant de 90 à 120 jours d'emploi supplémentaires par mois. Combinée avec les effets générateurs de revenus de l'électrification rurale, cette création d'emploi a joué un rôle déterminant pour réduire les niveaux de pauvreté rurale, tout en favorisant les solutions durables aux défis qui se posent aux niveaux national et communautaire en matière de sécurité énergétique.
- Le programme **Bolsa Verde** du Brésil permet de fournir des paiements aux services écosystémiques en faveur des personnes à faible revenu participant au programme **Bolsa Familia**, vivant ou travaillant dans les forêts nationales ou autres régions désignées pour les activités d'extraction durable et de réforme foncière.

et aux options de subsistance durable, notamment pour les ménages à faible revenu.

Dans le cadre de ces approches, la protection sociale n'est pas traitée comme une activité indépendante; les cloisonnements programmatiques et institutionnels sont éliminés. Plutôt que d'être considérée comme une initiative visant à protéger les

niveaux de bien-être social et de développement qui ont déjà été atteints, la protection sociale contribue à être un vecteur du développement lui-même. Ces approches apportent de nouvelles réponses aux questions « comment parvenir au développement social » et « comment l'intégrer aux dimensions économiques et environnementales du développement durable ».

Contact : Hannie Meesters, Direction, Bureau des politiques de développement du PNUD (Hannie Meesters @undp.org).